



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DE NORMANDIE**

**Unité bi-départementale  
Calvados Manche  
N/Réf. : CA/CL – 2022 – 14 – 003**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT ENREGISTREMENT  
Société LEGALLAIS  
Commune de Saint-André-sur-Orne**

**LE PRÉFET DU CALVADOS  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R 511-9 du Code de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du livre II du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-André-sur-Orne ;
- VU** la demande présentée le 20 avril 2021 par la société LEGALLAIS, dont le siège social est situé 10 rue Atalante -14 200 HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR en vue d'obtenir l'enregistrement d'un établissement de stockage implanté sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRE-SUR-ORNE ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- VU** les compléments apportés par l'exploitant par mail du 09 juillet 2021 et le rapport de recevabilité du 22 juillet 2021 ;
- VU** le récépissé de déclaration du 22/01/2010 au titre des rubriques 2925, 1432 et 2910 ;
- VU** le récépissé de déclaration du 17/08/2015 au titre des rubriques 2925, 4422 et 2910 abrogeant le récépissé du 22/01/2010 ;
- VU** la preuve de dépôt n°A-1-NJDSD5YK8 en date du 27 août 2021 relative à la déclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de la déclaration (au titre de la rubrique 4320) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 07 septembre 2021 prescrivant une consultation du public et fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** les observations du public recueillies entre le 04 octobre au 02 novembre 2021 ;
- VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes consultées ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- VU** l'avis du maire de la commune de Saint-André-sur-Orne sur la proposition d'usage futur du site ;

- VU** les réponses aux avis émis dans le cadre de la consultation apportées par l'exploitant ;
- VU** le rapport et les propositions datés du 04 janvier 2022 de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet de prescriptions porté à la connaissance du demandeur le 05 janvier 2022 ;
- VU** l'observation présentée par le demandeur sur ce projet portant sur la nature de l'activité (article 1.1.2 du présent arrêté) par courriel du 11 janvier 2022 ;
- VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 27 janvier 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier complété annexé à la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales prévues par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

**CONSIDÉRANT** que la société LEGALLAIS a joint à sa demande d'enregistrement des demandes d'aménagement aux prescriptions générales fixées par le ministre chargé des installations classées, et que dans ce cadre, des prescriptions particulières doivent être édictées ;

**CONSIDÉRANT** que les aménagements sollicités ne portent pas atteinte à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** en particulier qu'il n'est pas identifié d'impacts cumulés pour ce projet implanté en secteur rural et suffisamment éloigné de tout autre projet d'installation, ouvrage ou travaux ;

**CONSIDÉRANT** que la consultation publique et la consultation des communes n'ont révélé aucun de ces motifs ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R. 512-46-18, le délai pour statuer sur la demande d'enregistrement est fixé à 5 mois ;

**CONSIDÉRANT** que conformément à l'article R. 512-46-18 du Code de l'environnement susvisé, le préfet peut prolonger ce délai de deux mois, par arrêté motivé, dans des cas exceptionnels résultant par exemple de la nature, de la complexité, de la localisation ou de la dimension du projet ;

**CONSIDÉRANT** que le délai d'instruction nécessite d'être prolongé de 2 mois compte tenu de l'impossibilité de recueillir l'ensemble des avis requis dans le cadre de l'instruction d'un dossier avec demande d'aménagement de prescriptions dans le délai de 5 mois et notamment l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques requis en application de l'article R.512-46-17 ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier annexé à la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Calvados ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 : PORTÉE DE L'ENREGISTREMENT ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1. : Bénéficiaire et portée de l'enregistrement**

##### **ARTICLE 1.1.1. : Exploitant titulaire de l'enregistrement – Péréemption**

Les installations de la société LEGALLAIS représentée par sa Directrice logistique Mme Sandrine GRAIZON dont le siège social est situé au 10 rue Atalante -14 200 HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR, faisant l'objet de la demande susvisée du 20 avril 2021 complétée le 09 juillet 2021, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRE-SUR-ORNE, Parc d'activité de la Suisse Normande – Boulevard Lieutenant-Colonel Ostiguy. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

#### ARTICLE 1.1.2. : Description de l'activité

La demande vise à l'enregistrement d'un établissement d'entreposage classé sous le numéro 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### CHAPITRE 1.2. : Nature et localisation des installations

##### ARTICLE 1.2.1. : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique ICPE	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet
1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Cellule 1 : 4 990 m<sup>2</sup> (quai + RDC) avec un étage de 2 872 m<sup>2</sup> et présentant un volume total de 40 852 m<sup>3</sup></li> <li>– Cellule 2 + extension : 8 610 m<sup>2</sup> pour accueillir une installation automatisée de type « shuttle » et présentant un volume total de 92 988 m<sup>3</sup></li> <li>– Cellule 3 : 5 973 m<sup>2</sup> avec une mezzanine et présentant un volume total de 57 702 m<sup>3</sup></li> <li>– Cellule produit dangereux : 540 m<sup>2</sup> et présentant un volume total de 3 667 m<sup>3</sup></li> </ul> <p><b>Total : 195 209 m<sup>3</sup></b> 670 tonnes de produits combustibles</p>	E
2910	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...], du fioul domestique [...] si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	<ul style="list-style-type: none"> <li>– 1 chaudière fonctionnant au gaz naturel pour le chauffage des locaux de 1 875 kW</li> <li>– 2 motopompes fonctionnant au fioul domestique pour l'installation de sprinklage de 240 kW</li> </ul> <p><b>Total : 2 355 kW</b></p>	DC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	1 local de charge regroupant les chargeurs d'accumulateurs pour les engins de manutention <b>Total : 113 kW</b>	D
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	Peinture, huile, nettoyant Aérosols < 750 ml <b>Quantité maximale : 30 t</b>	D
4422	Peroxydes organiques type E ou type F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t	Pâte, mastic Cartouches < 500 ml <b>Quantité maximale : 6,2 t</b>	D
1532	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Stock de palettes de bois vides situé à l'extérieur dans une zone grillagée <b>Volume maximal stocké : 500 m<sup>3</sup></b>	NC

1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	Lessive de soude ou de potasse caustique (nettoyant, déboucheur) à base d'hydroxyde de sodium Bidons < 1L <b>Quantité maximale : 220 kg</b>	NC
4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	Gaz Contenants < 1 L <b>Quantité maximale : 485 kg</b>	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Colle, pâte, peinture, décapant, marqueur Tubes, seaux et pots < 5 l, contenu du marqueur <b>Quantité maximale : 42,5 t</b>	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Huiles, scellement, nettoyant, décapant Pots, bidons et cartouches < 5 L <b>Quantité maximale : 10 t</b>	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	Colle, décapant, nettoyant Seaux, pots et bidons < 20 l <b>Quantité maximale : 11 t</b>	NC

\* E : Enregistrement

DC : déclaration avec contrôles périodiques

NC : non classé

Compte tenu de l'absence de connexité entre les procédures d'enregistrement et de déclaration au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement, les formalités administratives sont adressées à la préfecture du Calvados via les formulaires Cerfa dédiés.

**ARTICLE 1.2.2. : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) soumises au régime de la police de l'eau**

Rubrique IOTA	Installations et activités concernées	Nature de l'activité du site	Classement du site
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Le site s'étend sur une emprise de 62 330 m <sup>2</sup> .	Déclaration

### ARTICLE 1.2.3. : Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Saint-André-sur-Orne	Parcelles n°152, 155, 158, 169, 172, 175, 178, 180, 181, 184, 187, 189, 191, 193, 200, 202 de la section Z	Parc d'activité de la Suisse Normande Boulevard Lieutenant-Colonel Ostiguy

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 1.3. : Conformité au dossier d'enregistrement**

### **ARTICLE 1.3.1. : Conformité au dossier d'enregistrement**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier complété, déposé par l'exploitant le 20 avril 2021 et complété le 09 juillet 2021.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables ainsi que les prescriptions complémentaires fixées par le présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.4. : Modifications et cessation d'activité**

### **ARTICLE 1.4.1. : Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.4.2. : Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations classées visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'enregistrement (ou autorisation selon contexte).

### **ARTICLE 1.4.3. : Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **ARTICLE 1.4.4. : Cessation d'activité**

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette l'usage futur du site déterminés dans le dossier de demande d'enregistrement (usage industriel). Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

## **CHAPITRE 1.5. : Prescriptions techniques applicables**

### **ARTICLE 1.5.1. : Arrêtés ministériels de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **ARTICLE 1.5.2 – Arrêtés ministériels de prescriptions générales – Aménagements des prescriptions**

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du Code de l'environnement), les prescriptions des points 4, 5, 6 et 17 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé sont aménagées et remplacées par les prescriptions du Titre 2 "Prescriptions particulières" du présent arrêté.

## **TITRE 2 : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

### **CHAPITRE 2.1. : Complément et renforcement des prescriptions générales**

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées et renforcées par celles des articles 2.1.1 à 2.1.2 ci-après.

#### **ARTICLE 2.1.1 : Moyens de défense extérieure contre l'incendie**

L'établissement doit disposer d'un potentiel hydraulique de 840 m<sup>3</sup> utilisables sur deux heures (débit requis de 420 m<sup>3</sup>/h) qui doit être obtenu, à moins de 100 m pour le 1er Point d'Eau Incendie sous Pression, en dehors des flux thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>, et sous forme de réserve d'incendie jusqu'à une distance de 400 mètres pour la totalité du volume d'eau requis

L'exploitant dispose à cet effet des équipements suivants :

- 1 borne surpressée publique au nord-ouest (60 m<sup>3</sup>/h) et 2 bornes surpressées privées à l'est et au sud-est (120 m<sup>3</sup>/h) permettant de fournir 180 m<sup>3</sup>/h sous pression (> 1/3 du débit requis).
- La réserve publique de 460 m<sup>3</sup> au nord-ouest,
- Les réserves privées (2 x 120 m<sup>3</sup>) à l'ouest et au nord-est.

L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Des opérations de contrôle du caractère opérationnel de ces moyens doivent être réalisées périodiquement. L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens permettant de s'assurer que les réserves d'eau contiennent en permanence le volume requis.

Par ailleurs, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes :

- 1 – Desservir l'établissement par une voie publique ou privée permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie ;
- 2 – Doter l'établissement d'un système d'alarme sonore fixe, conforme aux normes en vigueur, audible de tout point des bâtiments pendant le temps nécessaire ) l'évacuation ;
- 3 – Répartir les moyens d'extinction appropriés aux risques à défendre (RIA, extincteurs) ;
- 4 – Matérialiser les cheminements d'évacuation du personnel et les maintenir constamment dégagés.

#### **ARTICLE 2.1.2 : Collecte et rejet des eaux pluviales et des eaux extinction incendie.**

La gestion des eaux pluviales de l'établissement LEGALLAIS est encadrée par l'arrêté du 18 mars 2008 et doit être conforme au-dit arrêté et au dossier d'autorisation de 2006. À ce titre, le site dispose d'un réseau séparatif pour les eaux pluviales qui sont traitées par des séparateurs à hydrocarbures (5) et un bassin de régulation/infiltration. Un bassin d'orage de 972 m<sup>3</sup> minimum permet de réguler le débit de sortie à 2,09 m<sup>3</sup>/s pour une pluie d'occurrence décennale.

Les eaux d'extinction sont collectées gravitairement et sont dirigées majoritairement vers deux bassins de rétention extérieurs étanches, et en partie vers la zone de quai au sud-ouest ; un volume de 1 784 m<sup>3</sup> au total doit être en permanence disponible. Les bassins et la zone de rétention de quai sont équipés de systèmes d'obturation automatiques asservis à la détection incendie (sprinklage).

Les dispositifs de gestion des eaux (séparateur hydrocarbure, regards...) sont régulièrement entretenus, selon notamment les modalités définies dans la note de calcul transmise par l'exploitant.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le récolement des installations aux prescriptions du présent article au plus tard en mars 2022.

### **CHAPITRE 2.2 – COMPLÉMENTS ET RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 2.2.1 – Aménagement porté au point 4 « Dispositions constructives » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017**

Toutes les dispositions du point 4 « Dispositions constructives » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'établissement hormis les dispositions du 9<sup>e</sup> paragraphe relatif aux entrepôts de 2 niveaux ou plus.

Les planchers n'étant pas au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120, l'exploitant procède aux aménagements sollicités dans l'étude d'ingénierie incendie réalisée par le CNPP jointe au dossier à savoir la création d'issues de secours supplémentaires en façade ouest de l'étage.

#### **ARTICLE 2.2.2 – Aménagement porté au point 5 « désenfumage » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017**

Toutes les dispositions du point 5 « Désenfumage » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'établissement hormis les dispositions du 8<sup>e</sup> paragraphe relatif aux entrepôts à plusieurs niveaux.

Le désenfumage du rez-de-chaussée de la cellule 1 n'étant pas réalisé par des ouvrants en façade, il s'effectue mécaniquement via des conduits REI 120 dont les exutoires se situent en toiture ; son déclenchement s'effectue automatiquement via des sondes de température situées au droit des ouvrants (réglées pour un déclenchement après le sprinklage), ou par des dispositifs manuels placés à proximité des issues de secours de la cellule.

Le déclenchement automatique du désenfumage ne peut se faire avant celui du sprinklage (seuil des sondes de température supérieur à celui du sprinklage (93 °C > 74 °C)).

#### **ARTICLE 2.2.3 – Aménagement porté au point 6 « Compartimentage » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017**

Toutes les dispositions du point 6 « Compartimentage » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'établissement hormis les dispositions du dernier paragraphe relatif à la protection de la toiture.

La toiture est recouverte de bandes de protection A2s1d0 de 5 m de part et d'autre des murs séparatifs (bande de protection métallique en aluminium ou en toile ignifugée)

Les murs séparatifs dépassent en toiture de 1 m, à l'exception du mur séparatif entre les cellules 1 et 2.

En l'absence de dépassement de plus d'1 mètre du mur séparatif entre les cellules 1 et 2 (seulement 30 cm), un dispositif d'aspersion d'eau visant à empêcher la propagation de l'incendie d'une cellule vers l'autre par la

toiture est mis en place. Ce dispositif est alimenté par le réseau public et peut être enclenché manuellement par l'exploitant ou les services de secours au moment où il sera jugé nécessaire de le mettre en oeuvre.

#### **ARTICLE 2.2.4 – Aménagement porté au point 17 « Ventilation et recharge de batteries » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017**

Toutes les dispositions du point 17 « Ventilation et recharge de batteries » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 s'appliquent à l'établissement hormis les dispositions du 4<sup>e</sup> paragraphe relatif à la recharge de batteries hors des locaux de recharge.

9 chargeurs peuvent être implantés en dehors du local de charge (10 % du volume global et présentant une puissance inférieure à 50 kW), répartis au sein du rez-de-chaussée de la cellule 1 et des cellules 2 et 3. Les batteries associées aux chargeurs sont dites « à recombinaison de gaz » permettant de réduire le dégagement d'hydrogène de 95 % par rapport à des batteries classiques. De plus, les batteries sont éloignées de plus de 3 m de toute matière combustible, les chargeurs bénéficient d'une protection évitant la propagation d'étincelle électriques et les cellules sont largement ventilées pour éviter toute création d'atmosphère explosive.

#### **CHAPITRE 2.3 – Travaux de mise en conformité**

Les travaux suivants seront réalisés pour répondre aux prescriptions réglementaires :

- Mise en conformité du désenfumage naturel en toiture pour les cellules disposant d'une surface de désenfumage inférieure à 2 %.
- Mise en place de bandes incombustibles A2s1d0 sur 5 m en toiture de part et d'autre des murs séparatifs.
- Mise en place de moyens de défense incendie (poteaux surpressés + réserves) permettant de répondre au calcul des besoins en eau.
- Aménagement et matérialisation des aires de mise en station des moyens aériens et des aires « engins ».
- Création d'un bassin de rétention complémentaire permettant de répondre au calcul des besoins en rétention.
- Automatisation et asservissement des dispositifs d'obturation permettant le confinement des eaux d'extinctions.
- Isolement coupe-feu du local maintenance.
- Asservissement par le système de sécurité incendie de l'ensemble des portes coupe-feu.

Les travaux de mise en conformité doivent être finalisés en mars 2022.

#### **TITRE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Caen :

1<sup>o</sup>) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2<sup>o</sup>) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **TITRE 4 : PUBLICATION ET NOTIFICATION**

##### **ARTICLE 4.1 : Publication**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consulté. Un extrait de cet arrêté est affiché dans la commune de Saint-André-sur-Orne pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### ARTICLE 4.2 : Notification

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et le maire de la commune de Saint-André-sur-Orne sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant en recommandé avec accusé de réception.

Fait à Caen, le 1<sup>er</sup> février 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Jean-Philippe VENNIN

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- Monsieur le Maire de Saint-André-sur-Orne
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, du logement et de l'aménagement de Normandie,
- Monsieur le chef de l'unité bi-départementale Calvados-Manche – DREAL Normandie.



Plan de masse de l'établissement



